



La Russie est-elle encore une grande puissance ?

Où en est la Russie de Poutine ?

Chef d'Escadron Hubert Bonneau

11^{ème} promotion du Collège Interarmées de Défense

Année 2003/2004

Mémoire de géopolitique.

Directrice de séminaire : Mademoiselle Isabelle Facon.

PLAN

La Russie est-elle encore une grande puissance ?

Où en est la Russie de Poutine ?

Introduction.....	3
I) Les aspects intérieurs : la Russie a-t-elle les moyens de faire valoir ses intérêts ?.....	5
11) La mort de l'Union soviétique et la renaissance de la Russie : un lourd héritage à gérer	5
12) La Russie peut-elle se relever de l'anomie de la décennie Eltsine ?.....	6
13) Les options politiques de Poutine permettront-elles d'assurer durablement la stabilité de la Russie ?.....	8
14) Un enjeu majeur en terme de puissance : fortifier l'économie et l'intégrer à la mondialisation.....	10
15) La crise des moyens.....	12
II) Le poids de la Russie dans le monde.....	16
21) Que reste-t-il de la superpuissance au plan international ?	16
22) D'une politique étrangère ambitieuse à un pragmatisme plus en adéquation avec les moyens du pays ou la prise de conscience des limites et de la place de la Russie.....	19
23) Quelles perspectives pour la Russie de Poutine ? Ou le problème des choix entre puissance occidentale et orientale.....	22
Conclusion.....	28
Bibliographie.....	31
Table des annexes.....	34

INTRODUCTION :

Selon Raymond Aron, la puissance sur la scène internationale est « la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités ». ¹

Cette notion de puissance est différente de celle de force. La puissance, au niveau des Etats, n'est pas autre chose que la mise en œuvre des forces, militaires, économiques, morales, pour ne citer qu'elles, et ce, dans des circonstances et dans des buts déterminés.

Pour quantifier la puissance il est donc très tentant de se référer aux forces existantes.

Les éléments de la force, ou de la puissance, qu'énonce Raymond Aron conservent toute leur pertinence.

Il s'agit du territoire, de la population, des ressources et de la capacité au développement, de la valeur morale et de l'unité nationale, du système politique, du poids dans les relations internationales et bien sûr de l'organisation militaire. Cette énumération peut, de nos jours, être largement complétée car les déterminants de puissance évoluent aussi en fonction de l'état du monde. Ainsi, il est impossible de ne pas citer les armes de destruction massive, la maîtrise de l'espace, l'influence dans les organisations internationales, la faculté à peser sur les opinions publiques par la presse, Internet ou bien même la culture (cinéma notamment).

L'entité capable de maîtriser tous les éléments de la puissance sera alors une puissance globale, autrement appelée superpuissance. Si, sur la scène internationale, elle est l'unique superpuissance on peut la qualifier d'hyperpuissance.

La puissance est rarement globale. Elle est souvent relative et provisoire et souvent partagée. Cependant les relations internationales après la seconde guerre mondiale ont tellement été bipolaires que l'on a qualifié l'URSS et les Etats-Unis de supergrands ou de superpuissances.

Les Etats qui ne possèdent pas complètement tous les éléments de la force mais qui conservent les moyens d'imposer en partie leur volonté seront qualifiés de puissance moyenne.

¹ ARON, Raymond « Paix et guerre entre les nations », éd Calmann-Lévy, 1962, 1984

Si un pays est capable de dicter ses volontés uniquement dans sa sphère géographique on parlera de puissance régionale.

L'URSS a donc été pendant une grande partie de la seconde moitié du XX^{ème} siècle une superpuissance.

Cette période est celle de la bipolarité du monde avec d'un côté le monde libre ou bloc de l'Ouest dominé par les Etats-Unis et de l'autre le monde communiste ou bloc de l'Est avec l'URSS comme chef de file.

Durant quatre décennies les relations entre les deux superpuissances auront été centrales pour la politique internationale. En effet les Etats-Unis et l'Union soviétique contrôlaient une coalition d'Etats alliés formant ainsi des « camps militaires » au sein d'alliances solides (OTAN et Pacte de Varsovie). Aucune opposition militaire directe ne se produisit entre ces deux pays qui démontrent au travers de la course aux armements leurs fantastiques potentiels nucléaires. L'affrontement a toujours été indirect par l'intermédiaire de conflits mineurs avec pour but d'influencer les Etats non alignés. Si on peut dire que la guerre froide a été une guerre d'usure, il faut ajouter qu'elle a surtout été un formidable facteur de stabilité et a eu le « mérite » de donner une vision peut-être simpliste mais en tout cas très claire des relations internationales.

La chute du mur de Berlin en 1989 allait annoncer la fin de cette ère.

L'éclatement de l'empire soviétique en 1991 allait mettre un terme à la bipolarité des relations internationales.

Ce changement brutal engendre forcément un nombre important d'interrogations. Pourquoi l'un des deux géants a-t-il chuté et pas l'autre ? La perception de l'URSS en tant que supergrand était-elle usurpée ? Cette nouvelle situation est-elle irréversible, la Russie peut-elle espérer retrouver son rang ?

Nous tenterons au cours de l'exposé de répondre en particulier à cette dernière question. Il s'agira donc d'apprécier le niveau de puissance de la Russie de Poutine et pour cela il nous faudra discerner les éléments réels de force dont elle peut disposer en 2004.

Nous examinerons successivement les déterminants de la « force intérieure », à savoir ceux liés aux facteurs politique, institutionnel, économique et militaire, ce qui

nous permettra de juger de l'indépendance de la Russie et donc de mieux apprécier son poids dans les relations internationales.

D) Les aspects intérieurs : la Russie a-t-elle les moyens de faire valoir ses intérêts ?

11) La mort de l'Union soviétique : un lourd héritage à gérer

L'année 1991 est une année charnière qui marque un tournant majeur dans l'histoire des relations internationales. Elle ouvre une ère nouvelle, celle de l'après guerre froide, où la Russie devra abandonner son statut de supergrand.

Entre l'accession au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en 1985 et sa démission le 08 décembre 1991 l'empire soviétique va se disloquer.

A son arrivée au pouvoir Gorbatchev était conscient de la nécessité de moderniser le communisme, en particulier au niveau de l'économie. Il avait la conviction que la place de l'URSS dans le monde dépendait de sa capacité à se réformer à l'intérieur² et à cet égard il s'était donné cinq ans pour réussir.

Ainsi, avec l'appui des occidentaux, il lança au bout de deux ans ses réformes économiques (perestroïka). Mais elles se soldèrent par un échec quand elles ne furent pas tout simplement repoussées sine die par peur des soulèvements populaires³.

De quarante à cent millions de personnes sur un total de deux cent quatre vingt cinq millions étaient considérés par le Comité d'Etat pour le travail et les problèmes sociaux comme « pauvres ».

Au tournant de la décennie des années 1990 l'endettement était considérable, le déficit budgétaire représentait une part importante du PIB et des grèves ouvrières d'ampleur apparurent dans certains bassins miniers (Sibérie et Ukraine).

L'impasse économique allait en fait de pair avec l'incapacité de mener à bien des réformes politiques.

² « Plus que jamais notre politique étrangère est déterminée par notre politique intérieure », Mikhaïl Gorbatchev, le 16/02/1987 dans son discours d'ouverture du forum pour un monde dénucléarisé

³ En particulier celles qui concernaient la libéralisation des prix et la convertibilité de la monnaie.

Par ailleurs les apparatchiks et les jusqu'au-boutistes du régime n'ont pas soutenu la promotion de la « glasnost »⁴ et ont difficilement accepté la création d'un poste de chef de l'Etat et l'institution d'un Congrès des députés.

Incapacité à se réformer au niveau politique, institutionnel et économique, impuissance à empêcher l'émancipation des pays du Pacte de Varsovie (chute du mur de Berlin en 1989) comme l'indépendance de plusieurs républiques fédérées (à commencer par les Pays Baltes dès septembre 1991) : l'image que donne l'URSS au début des années 1990 est bien loin de celle de « l'ogre » soviétique qui menaçait le monde libre. D'autant que la « campagne » d'Afghanistan s'achève par le fiasco du retrait du pays des troupes soviétiques en 1989.

Au regard de la situation intérieure désastreuse et de la perte de crédit au niveau international, le président de la Russie, Boris Eltsine, élu démocratiquement en juin 1991, se retrouve à sa prise de fonction face à une très lourde charge.

12) La Russie peut-elle se relever de l'anomie de la décennie Eltsine ?

En arrivant au pouvoir Boris Eltsine s'affirme fidèle aux valeurs démocratiques. Il veut liquider définitivement l'ancien régime estimant les réformes initiées par son prédécesseur lentes et inefficaces. Après s'être fait attribuer des pouvoirs spéciaux il annonce des réformes radicales comme la libéralisation des prix, la convertibilité du rouble et un train de privatisations.

Pourtant les conflits répétés entre le président et le parlement amènent rapidement Boris Eltsine à privilégier un despotisme éclairé et à imposer un régime présidentiel qui lui permet de gouverner par décret. A cet égard peut-on interpréter la crise d'octobre 1993 comme l'intransigeance du pouvoir exécutif face à toute contestation⁵.

Par ailleurs l'ère Eltsine sera celle de l'affaiblissement du pouvoir central au profit de la périphérie.

⁴ C'est à dire la liberté de discussion et d'expression publique.

⁵ Le Parlement est dissous en septembre 1993. Le Congrès des députés du peuple destitue aussitôt Boris Eltsine. La sortie de crise a lieu en octobre avec la prise du Parlement par la troupe qui causa une centaine de morts et la reddition des opposants.

Dès 1990 Boris Eltsine exhorte les sujets de la Fédération « à prendre autant de souveraineté qu'ils peuvent en avaler »⁶. En 1993 les républiques autonomes sont autorisées à se doter d'une constitution et d'un président. A partir de 1996, les présidents ou les gouverneurs régionaux sont élus au suffrage universel.

La Russie malgré des pertes territoriales demeure le plus vaste pays du monde⁷. Sur cette immensité coexistent, sans pour autant présenter aucune homogénéité, 89 entités⁸. L'affaiblissement du pouvoir central a permis, au sein de cette mosaïque sans réelle unité, l'installation de véritables barons régionaux, notamment dans les provinces ou les régions riches en ressources naturelles.

Le lourd héritage soviétique allié à une présidence à l'autoritarisme confus⁹, traduisant une incapacité à gouverner, engendre une anomie interne manifeste. Ainsi au milieu des années 1990, 40% du PIB est estimé d'origine mafieuse¹⁰. La corruption touche les dirigeants jusqu'au plus haut niveau de l'Etat. Les recettes fiscales ne représentent plus que 12% du montant prévu du budget en 1994 et seulement 70% des impôts sont levés en 1996.

Tout cela a pour effet une démoralisation et une dégradation de la société russe. La crise de la démographie en est peut être l'exemple le plus frappant.

Depuis 1992 la population de la Russie a baissé de trois millions d'habitants pour atteindre 145 millions en 2001. Une des principales causes de ces chiffres alarmants est l'écroulement de la natalité, le nombre de naissances passant de 2,5 millions par an à 1,2¹¹. A cela il faut ajouter la défaillance du système de soins qui se révèle incapable de faire face au retour d'épidémies particulièrement graves, comme la tuberculose, que la misère a engendrées. Devant ces difficultés on peut donc comprendre que les Russes puissent douter et perdre confiance en l'avenir. Il est d'ailleurs très frappant de constater que l'augmentation considérable de la consommation d'alcool accompagne et finalement traduise le désespoir de tout un peuple¹².

⁶ Sources : Isabelle Facon, Politique régionale pour la Russie, www.frstrategie.org.

⁷ L'URSS avait une superficie de 22,5 millions de km². La Fédération de Russie a perdu 5,5 de km².

⁸ Voir annexe 1

⁹ Surtout à partir de 1996 où apparaissent clairement les problèmes de santé du président (alcoolisme, grave intervention chirurgicale).

¹⁰ Thierry Garcin, « Les grandes questions internationales depuis la chute du mur de Berlin », Ed Economica, 2001.

¹¹ Gaël Moullec, la démographie russe : les chiffres du déclin, www.robert-schuman.org.

¹² Il est révélateur de constater que la consommation d'alcool est une cause majeure de l'augmentation de la mortalité. La consommation d'alcool est ainsi passée de 10 litres par habitant en 1988 à plus de 15 litres aujourd'hui.

Fragilité institutionnelle, démoralisation de la population, risque d'effondrement démographique, autant de tares qui traduisent sur le plan intérieur, à la prise de pouvoir du président Poutine, une crise interne de grande ampleur.

La présidence de Vladimir Poutine peut-elle y remédier ?

13) Les options politiques de Poutine permettront-elles d'assurer durablement la stabilité de la Russie ?

Après l'annonce le 31 décembre 1999 par Eltsine de sa démission et avec seulement quatre mois d'expérience au poste de premier ministre Vladimir Poutine remporte en mars 2000 l'élection présidentielle.

Le nouveau président a-t-il d'emblée conscience que la Russie ne pourra se poser en acteur international majeur que s'il parvient tout d'abord à restaurer l'ordre en interne. Ainsi, selon lui, l'instauration d'un pouvoir fort est le seul moyen d'assurer le devenir de la Fédération.

Cette reprise en main, aura des effets importants. Celui de permettre à la Russie de maintenir ses frontières ne sera pas le moindre d'entre eux.

Même si elle avait été mal admise sur le plan « affectif », l'accession à l'indépendance des pays de l'ex-Union Soviétique, ne présentait pas, d'un point de vue juridique, de difficulté de principe dans la mesure où l'U.R.S.S constituait une fédération. Ainsi la République socialiste fédérative soviétique de Russie reconnaissait l'existence de 14 républiques socialistes soviétiques (au Caucase, en Asie centrale et en Europe) à ses côtés, au sein de l'Union.

Il en va tout autrement des velléités séparatistes des républiques du Caucase appartenant à la Fédération de Russie.

Il s'agit là d'un véritable risque. Les troubles dans le Caucase Nord remettent en cause la cohésion de la Fédération de Russie, puisqu'il s'agit de revendications indépendantistes au sein même de cet Etat et non de revendications par des Etats associés et distincts. L'indépendance de la Tchétchénie constituerait un précédent redoutable qui pourrait conduire à l'implosion de la Fédération par effet de contagion.

Une première guerre éclate en 1994 pour s'achever en 1996 par un plan de paix signé entre le général Lebed et les séparatistes. Le pouvoir central sort affaibli du conflit.

La reprise du conflit en 1999 est l'occasion pour Poutine de démontrer sa volonté de maintenir l'homogénéité de la Russie y compris sur ses « limes ». Même si on a reproché au pouvoir l'usage de méthodes peu respectueuses des droits de l'homme, Poutine aura eu raison des « rebelles » et aura installé un homme « sous contrôle » du Kremlin, Akhmed Kadyrov à la présidence de la Tchétchénie¹³.

L'action de Poutine traduit donc aux yeux de ses compatriotes, notamment des plus nostalgiques de la grandeur passée de l'Empire, le souci de maintenir la Russie dans ses frontières et d'arrêter la déliquescence du pays. La gestion de cette crise a d'ailleurs suscité l'adhésion d'une grande partie de la population et aura très certainement permis de renforcer l'unité nationale et de redonner confiance aux Russes.

Dans la démarche de Poutine c'est le pragmatisme qui domine. Le pays va mal, les crises sont multiples il faut donc tout d'abord renforcer l'action du pouvoir central.

La reprise en main politique conduit à la remise en cause de « l'indépendance » des entités, du moins celles qui ont, par leur situation économique, les moyens d'échapper à l'influence de Moscou. La volonté du président est en particulier de limiter l'autonomie des dirigeants régionaux. Ainsi sept nouveaux ensembles régionaux, couvrant les 89 sujets de la Fédération, ont été créés¹⁴. A leur tête sont installés des « représentants plénipotentiaires », en quelque sorte des « superpréfets », qui rendent directement compte au président de la Fédération.

Poutine est un fin politique. Aussi pour montrer sa détermination a-t-il entrepris de lutter contre le pouvoir des « oligarques »¹⁵. Ces « boyards », qui ont pu s'enrichir sous la présidence d'Eltsine, ont obtenu, en échange de services rendus, des postes politiques qui renforcent encore leur pouvoir. Certains d'entre eux ont par ailleurs souvent épousé la cause de certains gouverneurs régionaux, hostiles à la volonté de Poutine de restaurer l'autorité de l'Etat en diminuant l'autonomie des régions. Ils représentent un vrai danger pour le président car ils contrôlent de puissants médias, réputés pouvoir faire ou défaire la réputation des hommes politiques.

¹³ Elu le 05/10/2003 par plus de 80% des voix. Voir l'article du Monde du 07/10/2003 à propos des suspicions entourant cette élection.

¹⁴ Extrême-orient, Sibérie, Oural, Volga, Nord-ouest, Centre, Sud. Voir carte annexe 2

¹⁵ Boris Berezovski, Vladimir Potanine, Vladimir Gousinski, Alexander Smolenski, Mikhaïl Khodorkovski, Piotr Aven, Rem Viakhirev, Vagit Alekperov : ces huit noms symbolisent le phénomène des « oligarques ».

Alors que 30% de la population vivent encore avec moins de 60 dollars par mois¹⁶, la lutte contre ces roitelets, dont les pratiques mafieuses ont pu favoriser l'extension de la misère, est très bien perçue par une très grande partie de l'opinion publique. L'affaire Ioukos et l'arrestation spectaculaire de Mikhaïl Khodorkovsky, son président, illustre parfaitement, entre autres choses, cette orientation politique du président Poutine.¹⁷

Mais cette nouvelle donne ne risque-t-elle pas de déstabiliser les milieux économiques ?

14) Un enjeu majeur en terme de puissance : fortifier l'économie et l'intégrer à la mondialisation

Economie et politique apparaissent très liées sous la présidence Poutine. L'affaire Ioukos survient à quelques semaines du renouvellement de la Douma et montre clairement la volonté d'évincer les dirigeants économiques soutenant des partis d'opposition ou ayant des ambitions politiques face à Vladimir Poutine comme l'avait, par exemple, laissé entendre Khodorkovsky.

En vérité, Poutine veut clairement affirmer que rien ne peut se faire sans son contrôle, en particulier dans le domaine vital des marchés d'hydrocarbures. Il est bien conscient que l'exploitation des ressources nécessite un apport étranger mais l'ouverture de la Russie aux marchés se fera au rythme imposé par Moscou. Cette mainmise du Kremlin ne devrait donc pas effrayer les investisseurs étrangers, même si elle signifie sûrement une ouverture plus lente qu'ils ne l'auraient souhaitée.

Poutine est en effet pleinement conscient que le maintien de l'influence russe sur la scène internationale ne peut se faire qu'avec une économie assainie et forte. Or le passage mal négocié du régime socialiste à l'économie de marché a grandement fragilisé le pays, aujourd'hui gangrené par les pratiques mafieuses, la fuite des capitaux et la corruption.

¹⁶ Le Monde, édition du 31/10/2003, « les oligarques sont très impopulaires auprès d'une partie importante de l'opinion ».

¹⁷ Ioukos est une des plus importantes compagnies pétrolières russes et représente un quart de la production du pays. Mikhaïl Khodorkovsky a été interpellé à Novossibirsk le 25/10/2003. L'objet des poursuites à son encontre est officiellement lié à une affaire d'évasion fiscale.

Mais, même si les enjeux sont maintenant clairement identifiés la transition et l'intégration à l'économie mondiale sont loin d'être achevées alors que la Russie dispose pourtant d'atouts extraordinaires en termes de ressources naturelles.

Les richesses que possèdent la Russie sont surtout liées à l'exploitation de son sous-sol¹⁸.

Il contient les plus importantes réserves de gaz naturel du monde et la Russie est aujourd'hui le premier fournisseur de l'Union européenne. Les exportations pétrolières placent le pays au deuxième rang après l'Arabie Saoudite. Alors que les crises touchent le Moyen orient, les richesses en hydrocarbures de la Russie, même si elles sont plus difficiles à exploiter, constituent donc un atout majeur.

Par ailleurs, la Russie détient dans ses forêts plus du quart des réserves mondiales de bois et elle est aussi l'un des premiers producteurs de métaux (nickel, platine, or, fer, ...).

Ses complexes sidérurgiques et militaro-industriels sont toujours, malgré un vieillissement des outils de production, puissants.

Nonobstant ces richesses, la Russie est encore loin de posséder une économie capable de rivaliser avec celles des grandes puissances économiques.¹⁹

Même si la Russie, membre du FMI, a intégré la Banque mondiale depuis 1993 et a vu le statut « d'économie de marché » à part entière lui être reconnu le 06 juin 2002 par les Etats-Unis, les étrangers tardent pourtant à investir massivement leurs capitaux. Or, pour réduire sa dépendance vis à vis des exportations de ressources naturelles, qui représentent environ 80% des exportations totales, et pour revitaliser son industrie, l'économie russe éprouve un besoin urgent et vital d'investissements. Pour l'heure, ces derniers profitent en très grande partie au secteur des hydrocarbures. Pour attirer les étrangers les autorités russes doivent tout mettre en œuvre afin de garantir les droits de propriété et conformer leur propre législation aux normes en vigueur dans les pays développés, qui sont celles de l'OMC.

Et c'est bien là que le bât blesse.

La volonté d'intégrer cet organisme est bien réelle de la part de Poutine, mais les difficultés pour atteindre le but sont nombreuses.

¹⁸ Voir annexe 3

¹⁹ Elle représente à peine 2% des échanges mondiaux !

La « lutte » contre les oligarques et les efforts pour renforcer le pouvoir central au détriment des régions ne sont d'ailleurs pas étrangers à la procédure d'adhésion à l'OMC. Dans son discours annuel sur l'état de la nation Vladimir Poutine établissait clairement le lien entre la reprise en main des régions et les nécessités de l'économie mondiale²⁰. Mais l'entrée dans l'OMC ne pourra se faire que si une série de restructurations et de réformes intervient rapidement. Des secteurs entiers de l'économie sont dès lors menacés : l'agriculture, l'industrie automobile, les banques et les services financiers pour ne citer qu'eux. L'économie russe est encore très protectionniste et ne subit que très peu les aléas et les pressions de l'économie mondiale. L'impact de la libéralisation aurait des conséquences dramatiques sur de très nombreuses entreprises qui se révéleraient non compétitives et seraient donc contraintes de fermer entraînant ainsi des vagues de licenciements massifs. Par ailleurs, les conséquences sur la vie quotidienne seraient, elles aussi, très sensibles. Les prix des produits, y compris ceux de première nécessité, connaîtraient irrémédiablement une hausse.

Le président Poutine peut-il sacrifier des pans entiers de l'économie avec pour conséquence immédiate l'augmentation du nombre des chômeurs ? Peut-il augmenter le prix domestique de l'énergie sachant que le niveau de vie, déjà bas, de la population devra en souffrir ?

En vérité le président Poutine a-t-il beaucoup à perdre d'un point de vue purement politique. Ce qui signifie qu'à l'approche des élections présidentielles de 2004 le train des réformes était en fait peu avancé.

15) La crise des moyens militaires

On l'aura bien compris, le président Poutine mène une politique de redressement progressif pour consolider le pays, ce qui à ses yeux est indispensable pour positionner la Russie en acteur crédible sur la scène internationale.

Pourtant la volonté ne suffit pas toujours et il faut bien constater que le président est face à une crise des moyens d'une ampleur considérable.

²⁰ « We need to carry out a serious analysis of federal and regional economic regimes. Because, you see, the legislation of the regions includes regulations that make Russia extremely vulnerable to the ambitions of our competitors ». Discours à la nation du 18 avril 2002.

Nous étudierons, dans l'optique des déterminants de puissance, celle qui touche plus particulièrement les armées.

A l'ère soviétique ces armées étaient la manifestation même de la puissance. Les forces conventionnelles du Pacte de Varsovie inspiraient la crainte. L'arsenal nucléaire, quant à lui, rivalisait avec celui de « l'ennemi » américain et plaçait sans contestation possible l'URSS au rang de supergrand.

En 1991, la Russie a hérité des deux tiers des forces armées de l'ancienne Union Soviétique soit 2,8 millions hommes²¹. Mais aux dires même du ministre de la Défense de l'époque, le général Gratchev, ces troupes n'étaient pas les plus en pointe car issues du « deuxième échelon stratégique »²². Les « unités les plus performantes dotées de l'équipement le plus récent » étaient restées en dehors des frontières de la Fédération²³. Les années qui suivront seront donc celles des transferts d'hommes et de matériels entre les ex-membres du Pacte de Varsovie et les Etats de la CEI²⁴. Elles seront aussi celles de la désorganisation de la machine militaire soviétique et il s'agira dès lors pour les nouveaux dirigeants de la Russie de reconstruire une véritable armée.

La première guerre de Tchétchénie est révélatrice des carences de cette nouvelle armée russe. La puissance qui, quelques années auparavant, rivalisait avec les Etats-Unis, apparaît en perdition face à un peuple certes déterminé mais dont les forces ne devaient pas, en théorie, effrayer l'ogre russe²⁵!

C'est en fait l'ensemble des forces conventionnelles qui est touché et pas seulement les forces terrestres. Ainsi les infrastructures de la marine russe, à cause des pertes territoriales, ont été réduites de 60 à 90%. D'autre part, l'état d'entretien de la flotte laisse grandement à désirer²⁶. Les pilotes des forces aériennes, quant à eux, voleraient de 10 à 20 heures par an contre 180 pour leurs homologues de l'OTAN.

²¹ Voir annexe 4 concernant les principales structures de force en 2002

²² Cyrille Gloaguen, « les forces armées russes ont dix ans », Le courrier des pays de l'Est, n°1022 février 2002

²³ Cyrille Gloaguen, « les forces armées russes ont dix ans », Le courrier des pays de l'Est, n°1022 février 2002

²⁴ La Communauté des Etats Indépendants est issue du démantèlement de l'URSS fin 1991. A l'exclusion des trois pays baltes elle regroupe toutes les anciennes républiques : Russie, Biélorussie, Azerbaïdjan, Ukraine, Moldavie, Géorgie, Arménie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizstan, Turkménistan, Tadjikistan.

²⁵ Il convient néanmoins de ne pas perdre de vue que la grande Armée rouge n'a pu venir à bout au cours de la décennie 1980 de la résistance afghane !

²⁶ Le drame du Kursk est révélateur du piteux état de la marine russe. Ce sous-marin, pourtant fleuron de la flotte, sombre le 12/08/2000 avec ses 116 hommes d'équipage. En 2000 il ne restait que 40 sous-marins nucléaires en état de marche, alors qu'à l'apogée de sa puissance le pays disposait de 150 bâtiments de ce type.

Des réformes ont été envisagées par Boris Eltsine, mais elles portaient essentiellement sur une rationalisation des structures et non pas sur le devenir même des forces.

Lorsque le président Poutine arrive au pouvoir il juge nécessaire de conduire les réformes de fond pour rendre au pays des forces armées dignes d'une grande puissance.

Deux réformes apparaissent, à ses yeux, indispensables : la professionnalisation qui suppose la poursuite de la baisse des effectifs et l'adoption du service civil alternatif.

Vladimir Poutine ne souhaite pas remilitariser à tout prix mais au contraire il cherche à faire au mieux avec les moyens disponibles, en particulier budgétaires, pour disposer de forces armées capables de faire face aux nouvelles menaces. Ces forces doivent ainsi être plus compactes et plus mobiles pour traiter les conflits régionaux et locaux de basse intensité qui pourraient secouer la proche périphérie de la Fédération.

A ce propos, la possibilité de recours aux forces armées à l'intérieur même du pays est désormais inscrite dans la doctrine d'emploi des forces²⁷.

Mais comme pour les réformes en matière économique, Vladimir Poutine doit composer.

En fait, on peut dire que les difficultés économiques non résolues ont une influence directe sur l'aboutissement des réformes militaires. La professionnalisation d'une armée coûte cher et pour disposer de forces efficaces il faut investir massivement dans les programmes de technologie de pointe. Certes un effort a été entrepris puisqu'en 2001 les dépenses consacrées à l'investissement sont presque au même niveau que celles dévolues à l'entretien des forces (44% contre 56%), mais le budget global reste bien faible autour de dix milliards de dollars²⁸.

La haute hiérarchie militaire, fidèle au souvenir de la grande Armée Rouge, se montre très hostile aux réformes. Elle a en effet bien senti que Poutine voulait placer les armées sous le contrôle des autorités civiles, ce qui représente pour elle une évolution difficilement acceptable.

²⁷ Isabelle Facon, « la réforme de l'armée russe », Le courrier des pays de l'Est, n° 1022 février 2002

²⁸ Sachant par exemple que les arriérés de salaire s'élevaient encore en 1999 à 1,5 milliard de dollars. Comparativement, en 2000, le budget des Etats- Unis se situe entre 250 et 300 milliards de dollars, à 34 milliards pour le Royaume-Uni et à 27 pour la France.

Au bilan, les réformes sont encore loin d'être achevées.

Seul le potentiel nucléaire paraît préservé et, à ce titre, place la Russie dans une position particulière. C'est en effet un élément incontestable de puissance mais dans le contexte international la capacité de dissuasion, même si elle demeure importante, ne suffit plus. Une grande puissance doit être capable de projeter ses forces pour avoir une réelle influence sur le jeu international. Or la crise des forces conventionnelles limite de facto la participation de la Russie aux règlements des problèmes internationaux. Ainsi, par exemple, elle est quasiment absente de toutes les opérations de maintien de la paix. Pourtant c'est bien par ce biais que les grandes puissances peuvent démontrer leur poids réel.

Alors que la Russie a toujours l'ambition de traiter d'égal à égal avec l'OTAN, la crise de son armée pourrait gravement entamer sa crédibilité.

Si la Russie continue de faire peur, il semble que ce soit dans un registre nouveau. En effet elle n'est capable de nuisances majeures que par son potentiel nucléaire. Le rapport de force vis-à-vis des Etats-Unis, voire de l'Europe, n'est plus celui d'égal à égal. Il est asymétrique dans le sens où il traduit une relation du faible au fort.

Le manque de confiance des Russes envers leurs forces conventionnelles est manifeste et la doctrine militaire de 2000 évoquant le recours à une frappe nucléaire en premier ne fait que traduire ce sentiment.

La ligne du président Poutine dans tous les domaines, politique, économique ou militaire est celle d'une volonté manifeste de reprise en main au niveau central. La nécessaire stabilité sur le plan intérieur, l'ouverture de l'économie au monde et la mise en place de forces militaires crédibles, selon un format adapté, sont les facteurs indispensables pour asseoir une puissance.

Mais, on l'a vu, les résistances sont nombreuses et de tous ordres. De fait, les réformes avancent à allure modérée et finalement la Russie en ce début 2004, apparaît plus comme convalescente que complètement guérie.

Dès lors quelles peuvent être ses capacités d'influer au plan international ?

II) Le poids de la Russie dans le monde

21) Que reste-t-il de la superpuissance au plan international ?

Les conséquences géopolitiques de l'éclatement

L'éclatement de l'URSS a eu des conséquences quasi immédiates pour la Russie. L'émancipation des ex-républiques, tout comme celle des pays membres du Pacte de Varsovie, a radicalement modifié le niveau de puissance de la Russie.

La perte d'influence de la Russie est effectivement très palpable jusque dans son « étranger proche ». L'espace occupé par ces Etats autrefois intégrés à l'Empire soviétique représente aux yeux des Russes un glacis qu'il est nécessaire de contrôler pour assurer la sécurité du pays. Or notamment après le 11 septembre 2001, on voit bien que l'influence des Etats-Unis dans la ceinture sud, comme d'ailleurs sur la masse eurasiatique, ne cesse de s'accroître. On peut même aller jusqu'à dire que la Russie se retrouve en quelque sorte entourée, enclavée par les forces de l'ancien adversaire²⁹.

Pis, certaines ex-républiques de l'URSS confient sans équivoque possible leur sécurité au géant américain en rejoignant l'OTAN. Ainsi de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie dont les adhésions deviennent effectives en 2004. De plus, la Georgie et l'Azerbaïdjan se sont déclarés candidats. Il faut par ailleurs rappeler que des pays, jadis membres du Pacte de Varsovie, ont déjà rejoint l'organisation en 1999 (Pologne, République Tchèque, Hongrie) ou sont en instance de le faire.³⁰

Bon nombre des pays européens qui se sont placés sous la protection de l'OTAN ont également accompagné leur démarche sécuritaire d'une demande d'adhésion à l'UE³¹.

L'emprise militaire de la Russie sur les pays d'Europe centrale et de l'Est n'est donc plus qu'un souvenir. En l'espace d'une décennie on peut ainsi mesurer le recul, en terme de puissance et d'influence, enregistré par la Russie.

L'impact de la crise des moyens

²⁹ Voir cartes en annexe 5 et 5 bis

³⁰ Au même titre que les Etats Baltes la Slovaquie, la Slovénie, la Roumanie et la Bulgarie seront membres en 2004. Voir carte en annexe 6

³¹ Les Etats Baltes, la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie, la Hongrie seront membres de l'UE en 2004 ; la Roumanie et la Bulgarie sont « intégrables » en 2007. Voir carte en annexe 7

Nous l'avons vu, l'état des forces conventionnelles russes est tel que l'armement nucléaire reste le dernier élément vraiment probant de puissance en terme de moyens.

La Russie n'est plus en mesure d'imposer autrement ses volontés que par la menace de ses armes de destruction massive. Ses forces conventionnelles ne sont en effet que très peu présentes à l'étranger et ses capacités de projection sont très amoindries. D'ailleurs l'action de la Russie est marginale dans le règlement de conflits que ce soit en Afrique Noire, au Proche-Orient et même en Asie. Tout au plus a-t-elle eu un rôle lors des crises balkaniques avec l'envoi de détachements en Bosnie et au Kosovo, avec il est vrai des effectifs plus restreints que ceux des occidentaux.

La Russie par faute de moyens a vu son influence reculer partout. Ainsi elle a récemment abandonné ses bases de Lourdes à Cuba, mais aussi celles de Batoumi et d'Akhalkalaki en Georgie et éprouve des difficultés à entretenir celle de Baïkonour au Kazakhstan. Elle a tout de même réussi à négocier un accord prévoyant la location de quatre bases navales dans Sébastopol et Balaklava en Ukraine pour une durée de vingt ans sans lequel la capacité de la Flotte de la mer Noire serait drastiquement réduite.

Cette notion de projection de force à l'étranger dans le contexte international actuel est pourtant fondamentale. Au niveau diplomatique elle est synonyme de prestige et la marque d'un véritable réseau relationnel avec un nombre important d'Etats. Le fait de pouvoir s'engager rapidement, notamment grâce aux forces pré-positionnées, permet la mise en place d'embargo mais aussi garantit de pouvoir joindre l'action aux déclarations d'intention. Au niveau militaire elle permet, entre autres, de prévenir les agressions, de riposter avec rapidité, de mettre en place des relais logistiques.

Force est de constater que la Russie est bien loin de pouvoir rivaliser dans ce domaine avec les Etats-Unis ou même l'Europe.

Des marques de puissance aujourd'hui « dépassées »

Une grande puissance se doit d'être présente au sein des organisations internationales afin d'y jouer un rôle de premier plan.

Une marque reconnue de puissance est le siège permanent concédé à seulement cinq nations au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. La Russie a conservé le siège autrefois dévolu à l'URSS et peut donc faire valoir son droit de veto. On comprend dès lors pourquoi la Russie semble particulièrement attachée au respect

du droit international. Le fait de se poser en défenseur de la légalité (pas d'interventions armées si pas de résolution) lui confie en théorie un rôle que sa puissance militaire ne lui permet plus, par exemple celui d'arbitre ou d'acteur incontournable dans les négociations entre les nations.

On peut sans crainte dire que le sentiment d'appartenance au club des « grands » se manifeste pour Moscou par son action au sein du Conseil de sécurité. Les dirigeants russes ont probablement conscience que c'est par ce biais que la Russie peut continuer de peser sur les relations internationales.

Pourtant même s'il demeure envié, le privilège de posséder un siège permanent et le droit de veto inhérent n'ont plus la même importance qu'à l'époque de la Guerre froide.

Si, pour l'URSS, les Nations Unies ont longtemps été le lieu privilégié où s'est manifestée son opposition par rapport à la politique des Etats-Unis, la donne s'est radicalement transformée depuis les années 1990 et l'avènement de l'hyperpuissance américaine.

Les Etats-Unis, ou les coalitions menées par eux, peuvent très bien s'affranchir d'une résolution de l'ONU. Ainsi, le déclenchement de la guerre du Kosovo en 2000 s'est-il produit sans l'accord préalable de l'ONU, de même pour l'intervention en Irak en 2003. Ceci prouve aussi que Moscou n'est plus au centre des préoccupations de la politique étrangère américaine.

Le temps où l'affrontement URSS-USA accaparait le débat au sein de l'ONU est bel et bien révolu.

La Russie aurait voulu maintenir la relation bipolaire entre les deux super-grands de la guerre froide. Cela aurait signifié qu'elle demeurait l'interlocuteur privilégié des Etats Unis. Mais la réalité est toute autre, au grand dam des nostalgiques de l'empire soviétique et de certaines élites. Le dialogue d'égal à égal n'est plus possible. L'évolution des discussions sur « l'arms control » montre combien le déséquilibre s'est installé entre les deux pays. Le Kremlin a ainsi enregistré un revers diplomatique majeur en n'ayant pu contrer la volonté de Washington de quitter unilatéralement le traité ABM³².

³² Les Etats-Unis se sont retirés du traité ABM le 13/12/2001

Finalement l'attitude de Washington vis-à-vis de Moscou, que certains russes considèrent comme dédaigneuse et ce malgré les efforts de rapprochement effectués suite au 11/09/01, est la meilleure preuve de la perte de puissance de la Russie.

Il existe donc aujourd'hui un très net contraste entre la puissance soviétique et la puissance russe. Il faut se rendre à l'évidence, la Russie n'a pas les moyens de rivaliser avec les Etats-Unis. Cela ne veut pourtant pas dire que le pays n'a plus de projet international.

La Russie a tenté de réagir en se rapprochant de l'Europe pour faire contrepoids à la toute puissance américaine. Ainsi a-t-elle voulu par exemple réactiver la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe³³, allant jusqu'à intégrer le Conseil de l'Europe en 1996. Cela signifie aussi que, de son côté, la Russie a peu à peu pris conscience qu'elle ne devait pas orienter exclusivement sa politique étrangère en fonction des Etats-Unis.

A l'évidence la Russie ne peut plus se situer au même niveau que les Etats Unis. Le président Poutine l'a semble-t-il très bien compris. Tout comme sur le plan intérieur, sa ligne de conduite sera marquée par le pragmatisme afin de positionner la Russie en tant que puissance de premier rang dans un contexte international dominé par les Américains.

22) D'une politique étrangère ambitieuse à un pragmatisme plus en adéquation avec les moyens du pays ou la prise de conscience des limites et de la place de la Russie

Avant de détailler la politique étrangère du président Poutine il convient tout d'abord de rappeler quelles furent les orientations en la matière au cours de la décennie 1990.

La politique étrangère russe sous « l'ère Eltsine » affiche trois priorités :

-les relations avec les pays de la CEI, base de la doctrine de « l'étranger proche ».

-la volonté d'empêcher que ne se constitue aux frontières de la Russie la formation d'une zone tampon qui l'isolerait de l'Occident.

³³ Devenue Organisation sur la Sécurité et la Coopération en Europe en 1995

-le développement des relations avec les grands pays occidentaux et le reste du monde.

Sous jacent, apparaît l'idée que les dirigeants continuaient alors de considérer la Russie comme une puissance incontournable.

Pourtant la Russie de la décennie 1990 ne parvient pas à mener une politique étrangère cohérente. Les relations qu'elle aurait voulues fortes avec la CEI sont un échec, et Moscou se retrouve dans une situation défensive et non pas « conquérante » à l'égard de l'étranger proche.

En effet à partir de 1994, date de la découverte du potentiel énergétique de la Caspienne les Etats-Unis vont développer une politique propre dans cette zone. Moscou y voit une atteinte à sa sécurité et peut être aussi à ses intérêts économiques. L'arrivée des « occidentaux » dans la zone aura en tout cas joué un rôle déclencheur dans le processus d'émancipation des ex- républiques. Ainsi la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie créent en 1997 le GUAM qui devient le GOUAM en 1999 avec l'arrivée de l'Ouzbékistan, et ce afin d'assurer un meilleur transit des hydrocarbures et à en garantir la sécurité.

Par ailleurs très rapidement le facteur américain va être le métronome de la conduite de la politique étrangère russe. Le Kremlin, faute de moyens ne parvient pas à « coller » à l'ex partenaire- adversaire. Aussi, l'élargissement de l'OTAN, la crise yougoslave, la signature du traité START2 ³⁴ en 1993, sont vécus comme autant d'échecs pour la politique étrangère russe.

La Russie de la fin de la présidence Eltsine apparaît bien affaiblie. Elle n'a plus les moyens de conduire une « grande politique étrangère ». Le président Poutine dès le début de son mandat optera pour une politique plus pragmatique bien plus en adéquation avec la réalité du pays.

L'arrivée de Vladimir Poutine a entraîné un véritable tournant dans la perception que l'équipe dirigeante se fait de la Russie. La ligne tracée par le nouveau président n'est pas celle suivie par une superpuissance mais plutôt par une puissance moyenne qui veut maintenir un rôle dans son espace régional.

³⁴ Ce traité est perçu comme une victoire majeure de Washington qui a réussi à éliminer les armes qui ont fait la puissance militaire de l'URSS. Il ne sera ratifié par Moscou qu'en avril 2000 au début de la présidence de Poutine

Même si la tâche peut paraître plus raisonnable elle n'en demeure pas moins colossale étant donné l'immensité du pays à cheval sur deux continents.

Le président de la Fédération a bien compris que la Russie ne pouvait espérer retrouver une place digne de son rang que si elle parvenait aussi à restaurer son autorité dans son environnement immédiat, à commencer par la CEI. Il s'agit, au lieu de se concentrer exclusivement sur une relation qui sera de toute façon déséquilibrée avec les Etats-Unis, de favoriser les intérêts les plus accessibles à la fois dans l'espace mais aussi dans le temps.

Les intentions de Vladimir Poutine seront suivies d'effets. Si la CEI a pu apparaître comme une coquille vide, tant elle semble avoir été délaissée entre 1991 et 2000, elle reprend une certaine vigueur dans le domaine de la sécurité. En effet le contexte international issu du 11/09/2001 favorise la lutte contre le terrorisme. Suite aux raids terroristes qui ont mis en cause la stabilité de l'Asie centrale, un groupe de pays (Russie, Ouzbékistan, Géorgie, Azerbaïdjan, Arménie, Belarus, Tadjikistan, Kirghizstan, Kazakhstan) a créé au sein de la CEI une structure dénommée « groupe de Tachkent » dont l'objectif est précisément d'unir et de coordonner les forces pour lutter plus efficacement contre le terrorisme. La création de ce sous ensemble avec des pays « motivés » par une sécurité commune entraîne des résultats non négligeables³⁵.

On devine, au travers de ces avancées, la volonté de Moscou de reprendre en mains les affaires concernant son « étranger proche ». Il ne s'agit probablement pas d'une tentative pour rétablir l'ancienne hégémonie mais, confronté à une désorganisation, d'essayer de se poser en « leader » et d'éviter que les Etats-Unis ne prennent en compte, de façon trop ostensible, la sécurité de cette zone particulièrement sensible située aux marges de la Russie. On comprend mieux alors le choix de Moscou d'installer au Kirghizstan une base aérienne³⁶.

Les efforts pour retrouver une plus grande stabilité en interne et en externe s'accompagnent aussi d'une politique qui se veut plus ouverte.

Mais la position plus souple de la Russie sur une question aussi sensible que celle de l'élargissement de l'OTAN tend un peu plus à prouver sa perte de puissance.

³⁵ Avec le retrait de l'Ouzbékistan de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan le traité de Tachkent aujourd'hui appelé traité de sécurité Collective n'a rien perdu en vigueur. Au contraire les six pays qui sont restés dans l'organisation sont plus motivés et ont ainsi décidé de créer en mai 2001 des forces collectives d'intervention rapide.

³⁶ La base aérienne de Kant est située à 30 km seulement de la base américaine de Manas dans le même pays !

Bien que plus constructive, cette ligne politique souligne une nouvelle fois que la Russie a conscience qu'elle n'a plus les moyens d'afficher des ambitions qui ne sont plus de son niveau. Paradoxalement cette nouvelle attitude a permis à Moscou de dégager certains dividendes. Pour avoir soutenu les Etats-Unis dans leur lutte contre le terrorisme la Russie s'est vu attribuer en octobre 2001 une voix égale à celle des dix neuf membres de l'OTAN (seulement sur certains sujets) à l'occasion de la création d'un nouveau conseil Russie-OTAN.

La Russie continue d'exister sur le plan international, le chef de la diplomatie russe, Igor Ivanov, s'est même félicité en 2002 « du renforcement du rôle de la Russie dans les affaires mondiales »³⁷.

23) Quelles perspectives pour la politique étrangère russe ou le problème des choix

En agissant en quelque sorte par « petites touches », en se voulant pragmatique, le président Poutine conduit une politique étrangère qui permet à la Russie de faire davantage entendre sa voix.

Mais quel jeu joue réellement la Russie ? On sent bien que Moscou refuse de se laisser enfermer dans un monde qui serait dominé uniquement par les Etats-Unis. Les événements du 11 septembre 2001 ont permis un rapprochement avec Washington sur la question de la lutte contre le terrorisme alors que dans la crise irakienne Moscou a adopté une position radicalement opposée. L'ambition de Moscou est en fait de se placer en tant que puissance majeure dans un monde dominé par la superpuissance américaine.

Mais à quel niveau ? La Russie peut elle demeurer « la » puissance régionale eurasiatique ? Au contraire doit-elle choisir entre une plus grande intégration euro atlantiste ou recentrer ses efforts sur la partie asiatique ?

La Russie et l'obligation de se rapprocher de l'Occident

Lorsqu'on regarde les cartes du monde en 1988 et en 2003 on s'aperçoit très clairement que la dislocation de l'empire soviétique a eu pour conséquence de modifier la perception sécuritaire de la Russie vis-à-vis de l'Europe. En effet, la plupart des

³⁷ Isabelle Facon, « la politique étrangère de la Russie », Annuaire français des relations internationales 2003, volume IV, Edition Bruylant Bruxelles.

pays d'Europe centrale, ex-pays satellites de Moscou, sont passés du statut de « pays tampons » faisant office de glacis protecteur à celui de membres à part entière de plusieurs organisations intégrées³⁸, donc rivales en terme de puissance.

La Russie se retrouve de fait aux portes de l'Union européenne. Par l'enclave de Kaliningrad une partie même de son territoire si minime soit-elle, se retrouvera en mai 2004 entourée de pays appartenant à l'Union européenne et à l'OTAN.

Dès lors on peut comprendre une certaine méfiance des dirigeants russes à l'égard de l'Europe.

D'ailleurs la nouvelle doctrine militaire russe adoptée le 21/04/00 traduit bien le ressentiment à l'encontre de l'Occident en général³⁹.

Pourtant, nous l'avons vu, la puissance russe (militaire, politique, économique) n'a plus le même poids que du temps de l'empire soviétique. Par conséquent elle sait très bien qu'elle n'a plus les moyens de s'opposer systématiquement et durablement à « l'Occident » (Europe, Etats-Unis). Elle risquerait de voir se fragiliser encore un peu plus ses intérêts partout où ils sont en jeu : dans le domaine économique, dans celui de son influence au niveau international. A vrai dire on ne voit pas comment les dirigeants russes pourraient se passer d'une coopération étroite avec l'Occident s'ils veulent poursuivre le redressement du pays. Ainsi que le dit Hélène Carrère d'Encausse, la volonté des Russes est celle « de se situer en tant que puissance installée dans le club des Etats civilisés d'Occident » et par ce biais « d'éviter le désastre que représenteraient la perte de statut de puissance et la mutation en Etat négligeable »⁴⁰.

Toute la politique de Moscou par rapport à l'Europe comme d'ailleurs par rapport aux Etats-Unis consiste ainsi en un jeu subtil d'ententes en fonction des circonstances et de ses intérêts.

Tout semble d'ailleurs fait pour ne pas désavantager ses partenaires qu'il s'agisse des Etats-Unis ou de pays membres de l'Union européenne. Ainsi la position de Moscou concernant l'Irak ne doit pas être interprétée comme une volonté de

³⁸ Voir plus haut au sujet de l'intégration des républiques et pays satellites à l'OTAN et l'UE

³⁹ Ainsi on trouve dans la doctrine des préoccupations telles que « la formation de groupe de forces existant à proximité de la frontière d'Etat » de la Russie et « l'élargissement des blocs et alliances militaires au détriment de sa sécurité militaire » en passant par « le déploiement de troupes étrangères sur le territoire d'Etats voisins et d'Etats amis en violation de la Charte de l'ONU », source: Isabelle Facon, « la nouvelle doctrine militaire russe », Annuaire français des relations internationales 2001, Bruyant-Bruxelles.

favoriser Paris et Berlin au détriment de Washington. Il s'agit tout simplement d'un enjeu pour la Russie : celui de conserver, par un attachement strict à la légitimité de l'ONU, un rôle sur la scène internationale.

De la même façon il est clair que la position de Poutine sur d'autres thèmes majeurs, comme ceux des moyens de lutte contre le terrorisme, est beaucoup plus proche de celle de G.W Bush que de celle de ses « alliés » européens dans la question irakienne, tout simplement car il est confronté en interne, en Tchétchénie, à une crise en relation avec le terrorisme islamique.

Les Russes ont bien senti le profit qu'ils pouvaient avoir à jouer sur plusieurs tableaux pour éviter une trop grande influence des Etats-Unis sur la sécurité européenne. Le président Poutine a ainsi cherché à se rapprocher de l'Europe quand elle manifesta le désir de prendre en main sa propre sécurité en développant la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD).

L'attention des gouvernants russes ne se concentre plus uniquement sur les rapports avec l'OTAN. Même s'il est vrai que l'Union Européenne reste encore, vue de Moscou, fragile sur le plan politique, la tentative des Européens pour prendre en main leur propre sécurité peut apparaître comme une véritable alternative pour faire contrepoids à l'OTAN.

Entre OTAN et construction européenne la Russie cherche donc à peser sur la sécurité en Europe.

Après tout, les Occidentaux ont besoin d'une Russie forte pour faire face à l'instabilité dans sa périphérie et notamment sa frange Sud. En effet, étant donné la nouvelle proximité avec l'UE on comprend bien que des troubles importants non maîtrisés puissent avoir des conséquences directes sur la sécurité européenne.

Aux portes de l'Europe, et dans le cadre de la lutte contre le terrorisme international, les Occidentaux reconnaissent la Russie comme un partenaire, même s'ils contestent souvent les méthodes employées, notamment en Tchétchénie.

La place de la Russie en Orient

La Russie est essentiellement peuplée dans sa partie occidentale autrement dit en Europe (c'est à dire à l'Ouest de l'Oural). La Sibérie et l'Extrême-Orient sont vides de population et ces grands espaces n'ont jamais été mis en valeur. On a souvent parlé

⁴⁰ Hélène Carrère d'Encausse, « le duo Moscou /Washington à l'heure irakienne », Politique internationale, n° 100, été 2003.

d'une certaine schizophrénie géopolitique concernant Moscou, écartelée tout au long de son histoire entre ses tropismes orientaux et occidentaux.

Finalement la situation de la Russie au début du XXI^{ème} siècle n'est pas très différente de celle de la Russie des tsars. La Sibérie représente un potentiel, encore inexploité, mais c'est aussi une béance vide d'hommes qui se trouve être la frontière avec de puissants voisins, tel la Chine, dont les appétits pourraient être aiguisés par cet ensemble prometteur.

Il faut par ailleurs reconnaître que l'ambition asiatique de la Russie n'apparaît pas flagrante. Comment, dès lors, pourrait elle rivaliser à l'Est avec la puissance chinoise ?

Alors que tout semble sourire à la Chine qui est en voie de réussir ses réformes tout en garantissant la stabilité de son régime, la situation de la Russie apparaît en comparaison bien plus fragile. La Chine a réussi son intégration dans la communauté internationale par le biais de l'économie. Elle a intégré l'OMC en 2002 et apparaît comme une nation particulièrement choyée par les occidentaux en matière d'investissements. Ainsi en 1997, la Chine s'est vue confirmer son statut de nation la plus favorisée par les Etats-Unis⁴¹.

S'appuyant sur des données naturelles favorables ils ont transformé et dynamisé leur économie tout en tentant d'affirmer leur place stratégique, non seulement au niveau régional mais aussi mondial. Dès la fin des années 70 le président Den Xiaoping lance « l'économie socialiste de marché ». Le marché intérieur, s'appuyant sur le fantastique potentiel humain de 1275000000 d'hommes et de femmes, sera la base du développement de l'économie. Le célèbre slogan « enrichissez-vous » de 1992 sera suivi à la lettre. En revalorisant les salaires, en particulier des fonctionnaires, les gouvernants favorisent la consommation. Ainsi la progression des taux de croissance a été saisissante⁴². Selon le rapport 2001 de l'OMC la Chine est aujourd'hui le huitième importateur et le septième exportateur mondial, loin devant la Russie ! C'est d'autant plus remarquable que l'ouverture vers les grands marchés européens et américains a à peine débuté.

⁴¹ RAKHMANIN Vladimir, Far Eastern Affairs, Numéro spécial, n° 4, 1997.

⁴² La dernière décennie du vingtième siècle a connu une augmentation annuelle du taux de croissance d'en moyenne 10%.

La Chine ne semble pas craindre la mondialisation comme le montre son adhésion à l'OMC. A cet égard on peut comprendre la vexation des élites russes qui voient le grand rival oriental s'intégrer à cette organisation alors que la Russie n'en est pas capable.

Au niveau stratégique la Chine a aussi su profiter des difficultés russes à la fin de la guerre froide pour affirmer ses ambitions.

La décennie 1990 a été marquée en Asie par un désengagement de la Russie. Faute de moyens la Russie a eu du mal à conserver ses positions en Asie centrale et en Asie du sud. Face à ce vide la République populaire de Chine a vu l'opportunité de contester la suprématie américaine dans la zone. La bipolarisation qui existait au temps de la guerre froide entre les Etats-Unis et l'URSS se poursuit en quelque sorte à échelon régional entre la Chine et les Etats-Unis. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que tout comme son voisin russe, la Chine dispose de l'arme nucléaire et d'un siège permanent au Conseil de sécurité. Les multiples incidents, dont celui de la « capture » d'un avion de surveillance américain par l'aviation de chasse chinoise au printemps 2001, ont pu témoigner de la tension entre les deux pays.

Pour se donner les moyens de ses ambitions la Chine a consenti des investissements importants en matière d'équipements militaires. Lors de la réunion annuelle du Congrès du peuple en mars 2001, il a été annoncé une hausse record de 17% pour les dépenses militaires. Il s'agissait là de la troisième augmentation de ce niveau depuis 1990. Ces efforts qualitatifs et quantitatifs se sont notamment traduits par une capacité nucléaire et balistique renforcée. Il convient également de souligner les succès de l'entreprise spatiale chinoise avec le premier vol habité fin 2003.

A vrai dire les dirigeants chinois ont fait la démonstration qu'ils cherchaient, alors même que la Russie connaissait de graves difficultés, à « élever » leur pays au rang de puissance globale.

A la lumière de ces éléments on comprend dès lors que Moscou continue de nourrir à l'égard de son grand rival asiatique une certaine méfiance, d'autant que

l'immensité extrême orientale de la Russie est vide d'habitants face à une Chine surpeuplée⁴³.

Etant donné la prédominance de la Chine au plan régional il est logique que la Russie veuille diversifier ses interlocuteurs. A cet égard le Japon, qui lui aussi craint une trop grande puissance chinoise, poursuit en somme le même but, et souhaite développer un partenariat plus grand avec la Russie, qui agirait alors comme une puissance d'équilibre.

Quant à l'Inde, elle constitue le deuxième point d'ancrage de la diplomatie russe en Asie, à un niveau sans doute supérieur à celui de la Chine, car plus stable, à la fois dans les projets et dans la durée. C'est pourquoi les matériels russes vendus à l'Inde sont toujours légèrement plus perfectionnés. Les deux pays reçoivent des Sukhoi 27, mais le radar fourni à l'Inde est d'une génération plus avancée. Dans le jeu complexe entre Chine, Inde et Pakistan, la Russie n'a pas cherché à jouer le médiateur ni le modérateur, mais s'en est tenue à un partenariat réellement stratégique avec l'Inde.

La Russie est confrontée sur son limes asiatique à un véritable défi. Elle doit en effet, malgré ses moyens limités consentir des efforts pour manifester sa présence face à des voisins qui ont eux aussi des ambitions régionales voire plus pour la Chine.

Alors même que la situation est apaisée à l'Ouest et que sans conteste la Russie apparaît bien comme une puissance régionale en Europe, on peut se demander si finalement la priorité russe ne devrait pas aller vers un renforcement encore plus significatif de sa zone d'influence en Asie.

⁴³ Voir l'article d'Hélène Carrère d'Encausse, "le duo Moscou-Washington à l'heure irakienne", faisant allusion au péril jaune vu de Moscou. Les experts russes annoncent que dans les dix ans à venir quelque dix millions de Chinois auront émigrés de l'autre côté de la frontière.

CONCLUSION

La Russie n'est plus une superpuissance : elle a bel et bien perdu son statut de « supergrand ». Les chocs subis en 1989 et 1991 auront été fatals.

Aujourd'hui, la Russie doit assumer un statut de puissance moyenne avec néanmoins la particularité non négligeable d'étendre son influence sur deux continents.

Pourtant les éléments de cette puissance paraissent aujourd'hui bien fragiles.

Même si les facteurs favorables que sont les richesses naturelles du sous sol, notamment énergétiques, les forces militaires (capacités nucléaires, spatiales et classiques), la possession d'un siège de membre permanent au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, ou encore l'existence d'élites remarquables dans des domaines clés, ne laissent d'impressionner, les points défavorables, que ce soit en interne ou en externe, grèvent pour l'instant un possible retour de la Russie au premier plan des puissances mondiales.

Tant qu'un redressement durable du pays n'est pas intervenu en interne, aussi bien du point de vue politique, qu'économique, la Russie ne peut envisager la conduite d'une politique étrangère de grande envergure.

Vladimir Poutine l'a parfaitement compris. Il sait que l'avenir de la Russie dépend avant tout des progrès réalisés sur son territoire.

Les défis sont ainsi nombreux.

Le premier, prioritaire pour les gouvernants, est très certainement de faire entrer l'économie russe dans l'ère de la mondialisation. L'adhésion à l'OMC, même si elle implique des sacrifices en interne, devra intervenir sans tarder. Le développement d'une économie forte est la clé pour la Russie pour entreprendre un véritable redressement.

Le second consiste à restaurer l'autorité du pouvoir central. Le président Poutine s'y est employé au cours de son premier mandat mais les résistances sont parfois difficiles à gérer (armées, pouvoirs régionaux, oligarques).

Le troisième vise à restaurer la confiance des citoyens russes. Ils ont probablement l'impression que le pays va mieux avec « un chef aux commandes ». Il

est vrai que le président de la Fédération a tout fait pour préserver l'intégrité territoriale en s'opposant, par les armes, à la scission de la Tchétchénie qui, si elle avait eu lieu, aurait pu entraîner une implosion de la grande Russie.

Enfin, le dernier défi, et non des moindres, sur le plan intérieur consiste à résoudre rapidement la crise des moyens qui touche l'ensemble des secteurs du pays. Tant que cette question ne sera pas réglée la Russie ne pourra envisager de réelle politique étrangère cohérente tant ses capacités paraissent restreintes voire douteuses. Ainsi, par exemple, il est clair qu'aujourd'hui la Russie n'a pas les possibilités de mettre en œuvre une ambition asiatique à la dimension de sa géographie.

La méthode employée par Poutine pour mener à bien ses buts, en interne tout comme en externe, est simple. Il s'agit de faire preuve de conviction, certains parleront d'autoritarisme, et de pragmatisme dans ses différentes entreprises. Cette idée repose aussi sur une conception nouvelle de la place de la Russie de la part de ses dirigeants.

Le président sait très bien que la Russie n'est plus en mesure de mener une politique d'opposition face aux grandes puissances mondiales, en particulier les Etats Unis. Si la Russie veut jouer le rôle d'une puissance qui compte, elle doit se montrer coopérative, tout en agissant en fonction de ses intérêts propres. Ainsi a-t-on pu assister à des « fluctuations » dans les choix des dirigeants russes, tantôt soutenant les Etats-Unis, tantôt s'opposant à eux (lutte contre le terrorisme, Irak).

Reste enfin, pour les dirigeants russes, une question à régler au plan international : celle de l'amélioration de l'image même du pays.

En effet, les occidentaux ont souvent une vision qui contraste avec l'idée qu'ils se font d'une grande puissance. Certes la Russie est toujours considérée comme une nation de grande civilisation, patrie d'intellectuels et d'écrivains de renom mondial, mais elle apparaît aussi souvent dans les esprits comme un Etat où la démocratie est mal établie, où les droits de l'homme sont bafoués et qui conserve des visées impérialistes s'accompagnant inévitablement de réflexes militaristes et de posture anti-occidentales. En ressort une certaine défiance persistante vis à vis de l'ancien ennemi. La Russie continue d'être perçue comme jouant un rôle forcément négatif.

La presse française, par exemple, traite la problématique russe quasiment exclusivement sous l'angle du déficit démocratique et du problème des droits de l'homme, en particulier au sujet de la guerre en Tchétchénie.⁴⁴

En fait tout ceci traduit une profonde méconnaissance de ce pays continent.

Finalement, cette vision de l'Occident à l'égard de la Russie amène à se poser la véritable question qui est celle de la nécessité d'imposer coûte que coûte la démocratie dans un pays où la dimension géographique, historique ou sociale critique semble lui commander sinon une dictature, du moins un régime fort.⁴⁵

La politique conduite par le président Poutine, réélu triomphalement le 14 mars 2004 avec plus de 70% des suffrages, semble en définitive, même si la dérive autocratique n'est pas à négliger, le seul moyen efficace, pour la Russie, d'éviter une explosion et d'espérer dans un avenir plus ou moins lointain recouvrer une véritable dimension mondiale.

⁴⁴ Voir le dossier du magazine « le Point » du 12/02/04, n°1639, traitant du « retour des vieux démons en Russie », au sujet de la politique conduite par le président Poutine.

⁴⁵ Un rapport d'enquête basé sur une étude couvrant les périodes allant de 1996 à 2000 démontre que le soutien de la population en faveur des institutions et des processus démocratiques s'affaiblit. L'un des éléments les plus révélateurs est l'attitude affichée vis-à-vis des élections, sans doute l'une des institutions démocratiques les plus importantes jamais introduites en Russie post-soviétique. La majorité des interrogés défendait qu'il était préférable de se passer d'élections multipartites si les dirigeants ne parvenaient pas à résoudre les problèmes (50,8 pour cent en 2000, 45,7 pour cent en 1996 et 44,1 pour cent en 1998). Davantage encore s'accordaient pour dire qu'il serait préférable d'interdire tous les partis politiques (54,7 pour cent en 2000, 49,1 pour cent en 1996 et 51,6 en 1998). Source : Ponars Policy memo n°241, Nikolai Petrov, Carnegie Moscow Center, december 2001.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- ARON, Raymond ; « Paix et guerre entre les nations », Ed Calmann-Lévy, 1984
- BOYER, Yves ; FACON, Isabelle (Dir.) « La politique de sécurité de la Russie. Entre continuité et rupture », Ed Ellipses, 2000.
- CHALIAND, Gérard ; « Atlas du nouvel ordre mondial », Ed Robert Laffont, 2003
- FAVAREL-GARRIGUES, Gilles « La corruption en Russie », Ed. la documentation française, PPS n°833, janvier 2000, série Russie.
- GARCIN, Thierry « Les grandes questions internationales depuis la chute du mur de Berlin », Ed Economica, 2001

Périodiques

- BAYOU, Céline ; « Les relations Russie-Union européenne », in Le courrier des pays de l'Est, n°1025, mai 2002
- CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, « Le duo Moscou/Washington à l'heure irakienne » in Politique internationale, n°100, été 2003
- EBERSTADT, Nicholas, « Russie l'inévitable déclin », Futuribles n°252 Avril 2000
- FACON, Isabelle, « Analyses. Les perspectives de la réforme militaire dans la Russie de Poutine », Défense (IHEDN), n°91, janvier 2001.
- FACON, Isabelle, « La nouvelle doctrine militaire russe et l'avenir des relations entre la Russie et l'Occident », in Annuaire français de relations internationales, 2001, volume 2, Ed. Bruylant, Bruxelles

- FACON, Isabelle, « La réforme. Enjeux et obstacles », in Courrier des pays de l'Est, n°1022, février 2002.
- FACON, Isabelle, « Les relations civilo-militaires dans la Russie de Poutine : le facteur international », in Cahier de Mars, N°173, 2ème trimestre 2002.
- FACON, Isabelle, « Le 11 septembre : un nouveau souffle dans les relations russo-américaines ? », in Annuaire français de relations internationales, 2002, volume 2, Ed. Bruylant, Bruxelles
- FACON, Isabelle, « Quel « nouveau cadre stratégique » pour les relations russo-américaines ? » », in Annuaire stratégique et militaire 2002, Ed. Odile Jacob
- FACON, Isabelle, CHILLAUD, Matthieu ; « Le rôle de la Russie dans la sécurité européenne », in Courrier des pays de l'Est, n°1025, mai 2002.
- FACON, Isabelle, « La politique extérieure de la Russie de Poutine », in Annuaire français de relations internationales, 2003, volume IV, Ed. Bruylant, Bruxelles
- GLOAGUEN, Cyrille, « Russie : l'armée en mutation », in Courrier des pays de l'Est, n°1022, février 2002.
- LAPINA Natalia, « les dirigeants régionaux et le pouvoir fédéral, une suite de compromis », Courriers de pays de l'Est, n°1015, mai 2001, Ed. documentation française
- MELIS, Nathalie, « Comment la Russie devient la poubelle nucléaire du monde », Le Monde diplomatique, février 2002.
- NIES, Suzanne, « Fédéralisme et faiblesse des structures étatiques en Russie » L'Europe en formation n°312, printemps 1999
- ROMER, Jean-Christophe, « La politique étrangère russe sous Boris Eltsine », in Annuaire français de relations internationales, 2001, Ed. Bruylant, Bruxelles

Articles et dossiers sur Internet

- FACON, Isabelle, « Quelle Russie en 2001 », publié sur www.diploweb.com
- LEWIN, Moshe, « La Russie face à son passé soviétique », publié sur www.monde-diplomatique.fr
- MOULLEC, Gaël, « La démographie russe : les chiffres du déclin », publié sur www.robert-schman.org
- ROCHE, Michel, « La Russie et l'OMC : quels enjeux ? », publié sur www.ceim.uquam.ca
- ROMER, Jean-Christophe, « Ruptures et continuités stratégiques en Russie », publié sur www.stratisc.org

Autres sources sur Internet

- AFP / www.afp.com
- Ambassade de France en Russie / www.ambafrance.ru
- Jane's intelligence review / www.janes.com
- Le Monde / www.lemonde.fr
- Le monde diplomatique / www.monde-diplomatique.fr
- Ministère des affaires étrangères / www.france.diplomatie.fr
- Reporters sans frontières / www.rsf.fr
- Russian Observer / www.russianobserver.com

TABLE DES ANNEXES

Annexe 1 : carte des entités russes

Annexe 2 : la nouvelle division administrative de la Fédération de Russie

Annexe 3 : réserves de pétrole et de gaz dans le monde

Annexe 4 : les principales structures de force de la Fédération de Russie

Annexe 5 : bases américaines sur la masse eurasiatique

Annexe 5 bis : bases américaines sur la ceinture sud de la Fédération de Russie

Annexe 6 : l'élargissement de l'OTAN

Annexe 7 : l'élargissement de l'Union européenne

ANNEXE 1

Carte des entités russes



La carte des 89 entités de la Fédération de Russie. L'ethnicité (la «nationalité» dans la terminologie russe) constitue le principe essentiel de l'ordre administratif qui régit la Fédération russe ce qui conduit naturellement à des entités très hétérogènes.

Source : ministère des affaires étrangères (France).

<http://www.diplomatie.fr/actual/evénements/Russie2/carte.html>

ANNEXE 2

La nouvelle division administrative de la Fédération de Russie



Source : « Atlas du nouvel ordre mondial », Gérard Chaliand, éditions Robert Laffont

ANNEXE 3

Réserves de pétrole et de gaz dans le monde
(Source: Oil and gas journal 2002)

[annexe 3 réserves de gaz.pdf](#)

[annexe 3 réserves de pétrole.pdf](#)

ANNEXE 4

Les principales structures de force

Ministère de la Défense (MO)

Sergueï Ivanov

977100 hommes (armée d'active)*

- Armée de terre (SV) :
Commandant en chef : général Nikolai Kormiltsev
321000 hommes
- Armée de l'air (VVS) :
Commandant en chef : général Vladimir Mikhaïlov
184600 hommes
- Marine (VMF) :
Commandant en chef : amiral Vladimir Kouroedov
171500 hommes
- Forces de missiles stratégiques (RVSN) :
Commandant : général Nikolai Solovtsov
100000 hommes **
- Troupes spatiales et de défense spatiale (VSK) :
Commandant : général Anatoli Perminov
- Forces aéroportées (VDV)
Commandant : général Gueorgui Chpak
30000 hommes

Ministère de l'Intérieur (MVD)

Boris V.Gryzlov

151100 hommes (troupes de l'Intérieur)

Service fédéral des gardes-frontières (SPS)

Général Konstantin Totski

140000 hommes

Service fédéral de sécurité (FSB)

Nikolai Patrouchev

4000 hommes

Agence fédérale pour les communications et l'information (FAPSI)

Général Vladimir Matioukhine

54000 hommes

Service pour la protection de l'Etat

Général Evguéni Mourov

10000 à 30000 hommes

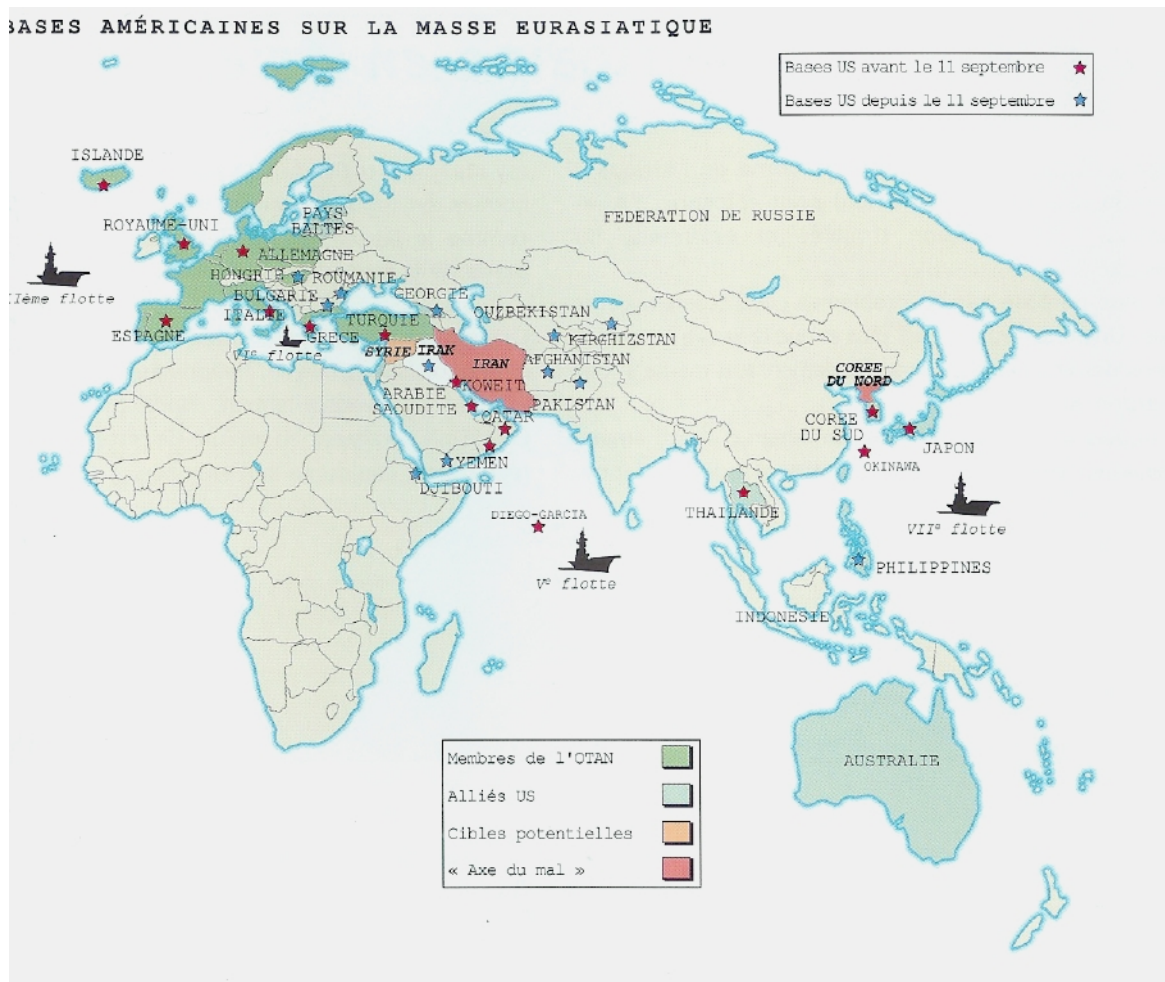
* 1274000 selon le ministre de la Défense, AFP, 31/01/02. Les autres données chiffrées proviennent de Military Balance 2001-2002, IISS, Oxford University Press, 2001 ;

** Au total, les forces nucléaires stratégiques comptent 149000 hommes

Source : « la réforme de l'armée russe », Isabelle Facon, « le courrier des pays de l'Est », février 2002

ANNEXE 5

Bases américaines sur la masse eurasiatique



Source : « Atlas du nouvel ordre mondial », Gérard Chaliand, éditions Robert Laffont

ANNEXE 6

L'élargissement de l'OTAN

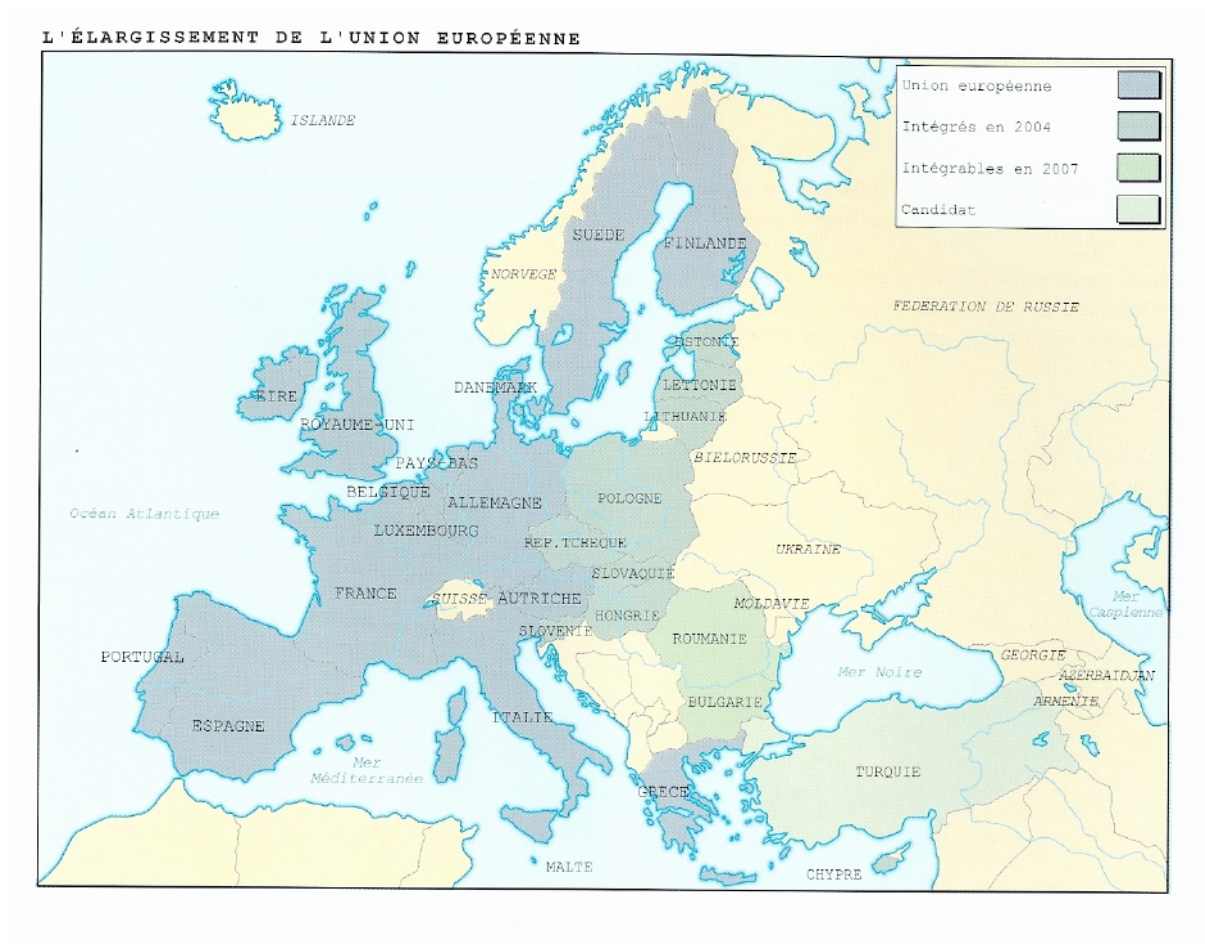
L'ÉLARGISSEMENT PROGRESSIF DE L'OTAN



Source : « Atlas du nouvel ordre mondial », Gérard Chaliand, éditions Robert Laffont

ANNEXE 7

L'élargissement de l'Union européenne



Source : « Atlas du nouvel ordre mondial », Gérard Chaliand, éditions Robert Laffont